

*Questions orales*

**M. Muir:** Je comprends qu'il n'est pas facile pour le ministre d'assumer plusieurs portefeuilles à la fois, mais pourrait-il demander au ministre des Transports de dire à la Chambre si le gouvernement a l'intention de prendre les deniers publics pour les donner à des sociétés privées à titre de subventions, ce qui a pour effet de concurrencer les bateaux du Canadian National et de créer plus de chômage à Port-aux-Basques, à Terre-Neuve, et à North Sydney, en Nouvelle-Écosse? Je fais précisément allusion à la Clarke Steamship.

**M. Basford:** Je veillerai à ce qu'on réponde à cette question de manière précise, mais c'est l'objectif du ministre des Transports et du gouvernement actuel de dépenser les deniers publics pour assurer au Canada et aux Canadiens le meilleur réseau de transport possible.

\* \* \*

**L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER****LE PROJET DE REPRISE DE WESTINGHOUSE—DEMANDE D'EXPLICATIONS**

**M. Bill Kempling (Halton-Wentworth):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Industrie et du Commerce. Le ministre informera-t-il la Chambre de la situation dans laquelle se trouve Westinghouse Canada, White Consolidated et General Steelwares? Une décision a-t-elle été rendue à ce sujet?

**L'hon. Donald C. Jamieson (ministre de l'Industrie et du Commerce):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais remercier le député de m'avoir avisé de sa question. Comme il le sait, je ne suis revenu que mardi. Je n'ai pas encore eu le temps d'examiner les preuves déposées pendant mon absence, mais j'ai prévu une réunion à ce sujet au cours de la semaine prochaine et, sauf des circonstances imprévisibles, il devrait être possible d'annoncer une décision vers la fin de la semaine prochaine.

\* \* \*

[Français]

**LES COMMUNICATIONS****ON DEMANDE OÙ EN SONT LES NÉGOCIATIONS AVEC LES PROVINCES AU SUJET DE LA RADIODIFFUSION**

**M. Louis Duclos (Montmorency):** Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Communications.

Le ministre déclarait mercredi à Montréal, relativement au contentieux fédéral-provincial en matière de communications, ce qui suit:

On n'a jamais même tenté de négocier des ententes concrètes pour savoir jusqu'où le gouvernement fédéral était prêt à aller dans ses offres.

Est-ce que le ministre peut dire à la Chambre si le gouvernement fédéral entend bientôt prendre l'initiative d'indiquer aux provinces jusqu'où il est prêt à aller dans ses offres, et par ailleurs, quand le ministre sera en mesure de communiquer à la Chambre les grandes lignes de ces offres?

**L'hon. Jeanne Sauvé (ministre des Communications):** Monsieur le président, dans cette partie de mon discours, je faisais référence à l'attitude de certaines provinces qui

[M. Basford.]

s'étaient placées dans une position de tout ou rien, c'est-à-dire qu'il fallait ou bien nier que le gouvernement fédéral ait une responsabilité prépondérante dans le domaine des communications, ou bien il n'y avait pas de négociations possibles. Or, tout le sens de mon discours a été de dire qu'en dehors de cette logique du tout ou rien, il y a des paramètres à l'intérieur desquels certaines discussions peuvent avoir lieu. J'ai l'intention, pour la gouverne de l'honorable député, de procéder à une tournée des provinces pour rencontrer mes homologues, et de déterminer quels sont exactement d'une façon plus précise les besoins des provinces dans le domaine des télécommunications et voir, à la lumière d'offres qui étaient déjà connues des provinces, comment le gouvernement fédéral peut procéder à des accommodements qui satisferaient aux besoins des provinces.

\* \* \*

● (1150)

[Traduction]

**L'AGRICULTURE****LE DÉPISTAGE DE L'ÉPIDÉMIE DE FIÈVRE CATARRHALE—LA RÉACTION DES AUTORITÉS AMÉRICAINES**

**M. Bert Hargrave (Medicine Hat):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de l'Agriculture? Il s'agit d'une nouvelle maladie du bétail, la fièvre catarrhale. Je remercie le ministre d'avoir fait circuler le document concernant le nouvel embargo imposé en Grande-Bretagne pour empêcher l'entrée de bétail canadien. La raison de cet embargo est la maladie appelée fièvre catarrhale. Puis-je demander au ministre comment on a dépisté cette épidémie? Je pense surtout à l'épidémie qui sévit à la frontière entre la Colombie-Britannique et les États-Unis. A-t-elle été dépistée à la suite de nos propres examens vétérinaires ou de la politique récemment annoncée par les États-Unis en vertu de laquelle les autorités américaines examinent les expéditions de bétail sur pied canadien? Sont-ce les Américains qui ont fait les examens et qui nous ont informés des résultats?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je pense que la maladie a été dépistée par nos propres services d'inspection qui vérifient tous les animaux importés. Nous croyons que la maladie peut avoir été transmise au troupeau par un taureau importé des États-Unis. Le troupeau se trouve juste à la frontière entre la Colombie-Britannique et l'État de Washington. Ou encore la maladie pourrait avoir été transmise au troupeau à travers la clôture. Nous sommes inquiets.

**Une voix:** On peut dire que c'est une vacherie!

**M. Whelan:** Nous croyons toujours que nos troupeaux canadiens ne sont pas atteints par la maladie et nous avons tout fait pour enrayer l'épidémie.

**M. Hargrave:** Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire. Puis-je demander au ministre s'il a obtenu une réponse des autorités vétérinaires américaines à l'égard de cet incident?

**M. Whelan:** Monsieur l'Orateur, je ne sais pas vraiment si nous avons obtenu une réponse dans ce cas particulier.